

Urgence climatique, justice sociale - Copenhague décembre 2009

Nous sommes à la croisée des chemins. **Issu de l'activité humaine le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces.** D'ores et déjà, des populations entières sont affectées, en particulier les femmes, les peuples indigènes, les paysan-ne-s et, de façon générale, les plus défavorisés.

Face à cette crise écologique et sociale, mouvements sociaux, organisations écologistes, politiques et scientifiques du monde entier appellent à une action urgente et radicale.

Du 7 au 12 décembre prochains, **la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique se tiendra à Copenhague.** Elle doit déterminer les objectifs et les solutions à mettre en œuvre à l'échelle internationale pour prolonger le protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012.

Selon les climatologues, il faudrait que les pays industrialisés, premiers responsables de l'émission des gaz à effet de serre (GES), réduisent leurs émissions de **25 à 40 % d'ici à 2020** et de **80 à 95 % d'ici à 2050** (par rapport à 1990).

Les politiques actuelles sont dans l'impasse

Jusqu'ici, **les mesures mises en œuvre et prévues par les différents États sont tout à fait insuffisantes.** Les mesures que préconise notamment l'Union Européenne, qui n'envisage de réduire ses émissions que de **20 % en 2020**, sont très en deçà des enjeux. La politique du « marché pilote » international de droits à polluer est clairement défailante et les projets de l'Union européenne et des Etats-Unis en la matière relèvent du mirage idéologique.

Des mesures véritablement alternatives sont nécessaires

Les objectifs de réduction des émissions de GES à atteindre ne peuvent l'être que par l'adoption, par les collectivités, les pays et les ensembles régionaux, de **mesures radicales et alternatives** :

- **Démocratisation de l'économie**, qui doit être orientée vers la satisfaction des besoins sociaux et le respect des contraintes écologiques
- **Réorientation des investissements** (notamment de recherche) vers les **énergies renouvelables**, la cogénération, l'efficacité énergétique, valorisation de la sobriété énergétique
- **Reconnaissance et protection des biens publics mondiaux** tels que l'énergie, le climat, les forêts, la terre et l'eau ; arrêt de la déforestation, protection des forêts primaires et des océans, et, de façon générale, défense de la biodiversité sauvage et cultivée
- **Relocalisation des activités économiques**, rapprochement des lieux de vie et de travail, maîtrise de l'urbanisation, développement des transports collectifs, limitation du transport aérien
- **Retour à la régulation du commerce international**, garantissant notamment la souveraineté alimentaire et le développement massif de l'agriculture paysanne, au Nord comme au Sud

La Justice climatique et sociale doit être au centre des politiques mises en œuvre

Les responsabilités historiques des pays du Nord et du mode de développement productiviste dans cette crise globale doivent être reconnues. La justice et l'équité exigent que soit réparée la **dette écologique du Nord**, à minima par l'annulation des dettes du Tiers-Monde.

Une autre répartition des richesses doit permettre une transition solidaire vers des économies écologiques, au Nord comme au Sud. Le droit au travail pour tous est au cœur de cette répartition. C'est pourquoi un emploi décent permettant un revenu digne doit être garanti à chacun-e

La gestion des financements doit être démocratique et garantir la participation des populations locales.

Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que les moyens financiers existent. Les mesures à prendre doivent être **débattues démocratiquement** et faire l'objet de **politiques publiques audacieuses.**

En France, nous appelons les associations de défense de l'environnement, syndicats, associations de solidarité internationale, organisations politiques, collectivités locales, et plus généralement tous les citoyen-ne-s à rejoindre la mobilisation internationale et à participer aux initiatives locales pour **peser sur les décisions du sommet de Copenhague de décembre 2009.**

Mobilisons-nous maintenant pour le climat et la justice sociale

« Collectif Urgence climatique, justice sociale 66 » Initiatives départementales : Participez nombreux !

- Samedi 21 novembre : action vérité sur le bilan carbone des produits que nous consommons à destination des consommateurs
- Samedi 28 novembre : Pour un transport moins polluant à Estagel de 9H à 12H
- Jeudi 3 décembre : Film « l'âge de la stupidité » à Perpignan 19H10 Rive Gauche
- Samedi 5 décembre : La montée des eaux à Canet 11H Chaîne humaine vers les cabanes des pêcheurs à l'étang
- Samedi 12 décembre : Manifestation « Urgence climatique et justice sociale » A Perpignan 14H

Premiers Signataires : de l'appel « Urgence climatique et justice sociale »

Action Consommation, A.C.! Agir ensemble contre le chômage, Aitec - IPAM, Amis de la Terre, Attac, Bizi !, Confédération Paysanne, Ecorev', Fac Verte, FSU, Fondation Copernic, LDH, Mouvement de la Paix, MRJC, Réseau Féministe « Ruptures », Réseau Sortir du nucléaire, Solidaires, Vélorution Paris Île-de-France, Zone d'Ecologie Populaire

Soutenu par : Alter Ekolo, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Les Alternatifs, Les Verts, Parti de Gauche, NPA, collectif anti-ogm, Energies citoyennes